



NIF : Plan d'action du Comité sectoriel pour l'interopérabilité du gouvernement central



Actions IOP

-  DevOps pour la Data Science
-  Système générique pour le traitement des factures électroniques
-  Extension de Quapital IT à l'ensemble des projets informatiques de l'État
-  Étude « Procuration numérique »
-  Analyse sur la mise en place d'un outil commun de gestion d'événements



Action : DevOps pour la Data Science

Objectif :

- Mettre en place les outils et la gouvernance nécessaires pour permettre l'utilisation des principes DevOps pour la réalisation de "produits" Data Science
- Ces outils devront permettre aux Data Scientists de l'État :
 - de choisir leurs technologies ;
 - de passer du prototype au produit déployé en environnement de test avec le moins de friction possible - pour passer du déploiement à la release, il faudra instaurer une gouvernance -> assistance étroite du CTIE à ce stade.
- Un objectif secondaire sera de proposer des formations pour enseigner aux Data Scientists à utiliser ces outils.
- Liste d'outils à étudier: Docker, Git, Jenkins, Jira
- Mise en place de l'architecture en collaboration avec l'équipe "Plateforme" du CTIE

Description :

- Par "produits" on entend :
 - dashboards et rapports dynamiques ;
 - web-applications utilisant potentiellement de l'IA ;
 - APIs ;
 - rapports statistiques statiques.
- Ces "produits" pourront être mis à disposition du grand public si nécessaire.

CSI(s) concerné(s) :

CSI Gouvernement



Action : Système générique pour le traitement des factures électroniques

Objectif : Le projet de loi 7750 modifiant la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession crée une nouvelle obligation pour les opérateurs économiques d'émettre et de transmettre toute facture sous forme de facture électronique.

A l'heure actuelle, après réception d'une facture, cette dernière est généralement traitée manuellement dans le cadre d'un flux papier qui est souvent partiellement spécifique à l'organisme concerné. Cette action IOP vise à mettre en place un système d'information (GED ou autre) qui permettra de traiter – c'est-à-dire de vérifier et de valider – une facture dans le cadre d'un flux idéalement complètement numérique (sans impression et/ou signature manuelle) depuis sa réception sous forme de facture électronique jusqu'à sa transmission électronique et automatisé vers le système d'information responsable pour le paiement des factures (à l'heure actuelle SAP).

Description : Ce système devra être conçu et mis en place de la manière la plus générique et standardisé possible afin qu'il puisse être déployé rapidement ainsi que de manière efficace et efficiente pour le plus grand nombre possible d'OSP du gouvernement central. Une standardisation minimale des flux de traitement sera donc aussi nécessaire. Toutes les parties prenantes clés devront évidemment être impliquées étroitement à cette fin. Ce système d'information est donc destiné à devenir le service mutualisé réutilisable pour le traitement électronique des factures.

CSI(s) concerné(s) : **CSI Gouvernement**



Action : Extension de Quapital IT à l'ensemble des projets informatiques de l'État

Objectif : Cette action vise à élargir l'utilisation de la méthode de gestion de projet Quapital IT au-delà du CTIE à l'ensemble des projets informatiques de l'État et de mettre en place un outil de gestion de projets et de portefeuilles de projets (project & portfolio management) commun et mutualisé pour l'ensemble des OSP du gouvernement central. Un suivi budgétaire et financier détaillé (ROI, article budgétaires, etc.) des projets informatiques devra aussi être rendu possible dans ce contexte. Vu qu'il s'agit d'une action IOP qui s'inscrit aussi dans le cadre du NIF et de ses exigences, la méthode Quapital IT générique ainsi que les outils mutualisés à mettre en place devront aussi prendre en compte et intégrer au possible les principes et recommandations du NIF afin que la méthode de gestion de projet et l'outillage contribuent à pouvoir intégrer l'interopérabilité et ses exigences dès le départ dans la réalisation d'un projet informatique (interoperability by design).

Description : Il s'agit de construire sur base de la méthode de gestion de projet Quapital IT une méthode plus générique adaptée aux besoins de l'ensemble des acteurs concernés dans les OSP du gouvernement central et de mettre en place les outils mutualisés (notamment pour la gestion de projets et de portefeuilles de projet) réutilisables par tous les acteurs concernés. Les donneurs d'ordre du projet sont le MD et l'IGF.

CSI(s) concerné(s) : **CSI Gouvernement**



Action : Étude « Procuration numérique »

Objectif :

Les acteurs consultés dans le cadre de l'élaboration du plan d'action national d'inclusion numérique ont souligné qu'en vue de la digitalisation des démarches administratives, il s'avère indispensable de mettre en place une solution de procuration numérique qui permettra à des proches de réaliser des démarches administratives en ligne à la place du citoyen.

Ces réflexions ont été intégrées dans le plan d'action national d'inclusion numérique qui prévoit que le Ministère de la Digitalisation, ensemble avec le CTIE, lancera une étude de faisabilité juridique et technique pour une éventuelle mise en place d'une procuration numérique. Celle-ci s'inscrira dans le cadre de l'utilisation de MyGuichet et de devrait également permettre de consulter les données personnelles.

Cette étude est une action IOP dans la mesure où elle vise à mettre en place un produit IOP qui pourra servir comme un service mutualisé et réutilisable dans le contexte de la gestion de mandats. Cette action vise également à progresser en matière d'inclusion et contribue ainsi à implémenter le NIF.

Description :

Il s'agit de réaliser une étude juridique et une proposition conceptuelle (besoins, exigences fonctionnelles, etc.) qui établissent de quelle manière la plateforme MyGuichet doit être adaptée et complétée pour permettre à un utilisateur de fournir une procuration numérique à une autre personne et pour permettre au mandataire d'exécuter des démarches au nom du mandant ou d'accéder aux données de ce dernier.

CSI(s) concerné(s) :

CSI Gouvernement



Action : Analyse sur la mise en place d'un outil commun de gestion d'événements

Objectif :

- Identifier les outils qui pourraient être utilisés à l'avenir comme un service mutualisé directement réutilisable dans le cadre de l'organisation d'événements
- L'outil doit pouvoir facilement être accédé par l'ensemble des organismes du secteur public du secteur du gouvernement central.
- Il doit pouvoir être installé et maintenu de manière centrale tout en permettant à chaque organisme du secteur public d'y disposer de son espace séparé et protégé.
- Il doit couvrir toutes les fonctionnalités et besoins liés à l'organisation d'événements, qu'ils soient de petite ou de grande envergure : invitation des personnes, formulaires d'inscription, création et gestion automatisée de listes des invités et des inscrits, envois de mailings groupés aux différentes listes, statistiques, possibilité de publier les présentations, vidéos, fichiers audio, etc. des événements.

Description :

Vu qu'il n'existe à l'heure actuelle pas d'outil vraiment approprié au niveau du secteur du gouvernement central qui peut être utilisé comme un service mutualisé central pour l'organisation d'événements, il semble très utile de lancer une action qui a comme but de mettre à disposition un tel service mutualisé à l'avenir.

CSI(s) concerné(s) :

CSI Gouvernement